

## METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

**NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL  
DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE**

N° 19987

**Approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Cassis pour les opérations de travaux d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : tranche 2022**

Une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour la tranche 2022 des travaux de rénovation de l'éclairage public pris en charge dans le cadre de leur marché de performance énergétique. Ces travaux réalisés, courant 2022, comprendront le remplacement des mâts d'éclairage (avenue des Carriers, avenue Ariste Gambi et boulevard Jean Jaurès), la rénovation de postes d'éclairage, la séparation des réseaux aériens d'éclairage public et la vérification des supports d'éclairage public.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Cassis pour ces opérations de travaux.

Le montant des travaux s'établit prévisionnellement à 90 000 € TTC ;

Une subvention est potentiellement envisageable sur ce type d'opération de rénovation.

La commune, dans le cadre de cette convention fonds de concours, participera pour un montant de 37 500 €.

Une retenue sur l'attribution de compensation de la commune (37 736 €) et une récupération du montant du FCTVA (14 764 €) permettra à la Métropole d'équilibrer le plan de financement de cette opération.

**RAPPORT AU BUREAU DE LA MÉTROPOLE****Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement****■ Séance du 16 décembre 2021****10443****■ Approbation d'un fonds de concours entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Cassis pour les opérations de travaux d'éclairage public réalisées dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune : tranche 2022**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis. Dès lors, il

appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour la tranche 2022 des travaux de rénovation de l'éclairage public pris en charge dans le cadre de leur marché de performance énergétique. Ces travaux réalisés, courant 2022, comprendront le remplacement des mâts d'éclairage

(avenue des Carriers, avenue Aristide Gambi et boulevard Jean Jaurès), la rénovation de postes d'éclairage, la séparation des réseaux aériens d'éclairage public et la vérification des supports d'éclairage public.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Cassis pour ces opérations de travaux.

Le montant des travaux s'établit prévisionnellement à 90 000 € TTC ;

Une subvention est potentiellement envisageable sur ce type d'opération de rénovation.

La commune, dans le cadre de cette convention fonds de concours, participera pour un montant de 37 500 €.

Une retenue sur l'attribution de compensation de la commune (37 736 €) et une récupération du montant du FCTVA (14 764 €) permettra à la Métropole d'équilibrer le plan de financement de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 16 novembre 2021

#### **Où il le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de solliciter la commune de Cassis afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours pour les travaux de réfection de l'éclairage public réalisés en 2022 dans le cadre de leur marché de performance énergétique.

#### **Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée portant convention de fonds de concours pour des opérations d'éclairage public réalisés dans le cadre du marché de performance énergétique de la commune de Cassis ; Tranche 2022.

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 1 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence sous le numéro d'opération 2020101600 – Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C360.

Pour enrôlement,

Le Vice-Président Délégué, Commande publique, Transition énergétique,  
Aménagement, SCOT et planification Pascal MONTECOT



## CONVENTION

DE FONDS DE CONCOURS POUR LES OPÉRATIONS DE TRAVAUX  
D'ÉCLAIRAGE PUBLIC RÉALISÉS DANS LE CADRE DU MARCHÉ DE  
PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DE LA COMMUNE :

TRANCHE 2022

### La commune de Cassis

Dont le siège est sis : Place Baragnon, 13260 Cassis.

Représentée par son Maire, Danielle MILON, en exercice, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes et domiciliée au dit siège ;

Désignée ci-après « la commune »

### D'une part,

### La Métropole Aix-Marseille-Provence

Dont le siège est sis : Le Pharo, 58 Bd Charles Livon, 13007 Marseille

Représentée par sa Présidente, Martine VASSAL ou son représentant, en exercice dûment habilitée par la délibération du Conseil Métropolitain n° \_\_\_\_\_ en date \_\_\_\_\_, pour intervenir en cette qualité aux présentes, et domiciliés audit siège

Désignée ci-après « La Métropole »

## D'autre part

### Ensemble dénommées « Les Parties »

#### ■ PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée a été conclue entre la Métropole et la commune de Cassis pour la tranche 2022 des travaux de rénovation de l'éclairage public pris en charge dans le cadre de leur marché de performance énergétique. Ces travaux réalisés, courant 2022, comprendront le remplacement des mâts d'éclairage (avenue des Carriers, avenue Ariste Gambi et boulevard Jean Jaurès), la rénovation de postes d'éclairage, la séparation des réseaux aériens d'éclairage public et la vérifications des supports d'éclairage public.

En application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Ainsi, la Métropole a sollicité, sur la base de ces dispositions, une participation financière de la Commune de Cassis pour ces opérations de travaux.

En conséquence, et pour acter cet accord financier, les parties se sont accordées sur les termes de la convention présentée ci-après

Ces modalités financières viennent compléter la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée passée entre la commune de Cassis et la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exécution des travaux d'éclairage public réalisés dans le cadre de leur marché de performance énergétique.

## ■ ARTICLE 1 - DESCRIPTION DES TRAVAUX OBJET DU FONDS DE CONCOURS

Les travaux, objet de cette participation financière sont strictement limités à ceux réalisées dans du cadre de performance énergétique de l'éclairage public métropolitain sur le territoire de la commune de Cassis.

## ■ ARTICLE 2 - COÛT DES TRAVAUX ET FINANCEMENT

### 2.1 Coût prévisionnel de l'opération

Le coût global des travaux est estimé à **90 000 euros TTC soit 75 000 euros HT**.

Le tableau suivant détaille la programmation prévisionnelle des dépenses d'équipement :

<b>Année d'exécution des travaux d'investissement</b>	<b>Montant (arrondi) de dépenses prévisionnelles associées, en € HT</b>
<b>Année 2022</b>	<b>75 000 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>75 000 €</b>

Le montant du FCTVA récupéré par la Métropole s'élève à **14 764 €**.

Aucune subvention n'a été accordée à la date de signature de la présente convention.

## **2.2 Financement prévisionnel**

La participation de la Commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération hors taxes défini à l'article 2.1, et dans la **limite de 37 500 euros**. Ce montant de fonds de concours prévisionnel constitue le plafond du fonds de concours pour lequel la commune de Cassis s'engage envers la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En cas de modification du montant prévisionnel des travaux ou d'attribution d'une nouvelle subvention, le fonds de concours de la commune de Cassis pourra être réajusté par voie d'avenant.

## **■ ARTICLE 3 – MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT**

### **3.1 Versement du fonds de concours**

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra appeler le fonds de concours :

- Sur demande de la commune de Cassis, dès que 50% des dépenses annuelles prévisionnelles sont atteints ;
- Ou a minima une fois par an.

Le montant du fond de concours versé sera proportionnel au montant de dépenses déclarées par la Métropole, dans la limite du montant plafond du fonds de concours octroyé par le commun défini à l'article 2.2.

Le montant du fonds de concours annuel est calculé comme suit :

*Montant du fonds de concours appelé = Dépenses réalisées dans le cadre de l'opération x taux de cofinancement défini aux articles 2.2.*

L'appel prendra la forme d'un courrier, accompagné d'un état des factures mandatées, certifié par le comptable assignataire ainsi que d'un décompte des appels de fonds déjà émis. Cet appel de fonds sera suivi d'un titre de recette.

Le dernier appel de fonds de concours sera accompagné du procès-verbal de réception des travaux avec main levée de réserve, ou en cas d'atteinte du plafond prévu aux articles 2.2., du décompte des appels de fonds déjà émis.

### **3.2 Modalités de suivi des projets**

Un comité de suivi technique pourra être constitué entre les Parties en vue d'assurer le suivi d'exécution de la convention. Il se tiendra alors au moins une fois par an.

La Métropole Aix-Marseille-Provence désignera un interlocuteur unique susceptible de fournir au Département toute information sur l'opération en cours et son état d'avancement.

## **■ ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra fin à l'issue de la réalisation des travaux, levée de toute réserve, qu'elle définit et du règlement définitif du fonds de concours pluriannuel par la commune de Cassis tel que défini à l'article 3.

#### ■ ARTICLE 5 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit.

#### ■ ARTICLE 6 – ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de notification à la commune.

#### ■ ARTICLE 7 - LITIGE

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les Parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

#### ■ ARTICLE 8 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile :

- **La Métropole Aix-Marseille Provence**

Le Pharo,  
58 Boulevard Charles Livon  
13007 Marseille

- **La Commune de Cassis**

Place Baragnon,  
13260 Cassis,

Fait à Marseille, en trois exemplaires originaux, le .....

**Pour la Commune De Cassis**

**Pour la Métropole Aix-Marseille Provence**

**Annexe 1 : Financement prévisionnel de l'opération**

Annexe 3 - Bilan financier prévisionnel de l'opération (en l'absence de CLECT)					
		2022	2023	2024	TOTAL
COMMUNE	<b>Total dépenses</b>	90 000 €			<b>90 000 €</b>
	Travaux HT	75 000 €			75 000 €
	TVA	15 000 €			15 000 €
	Fond de concours versé	37 500 €			37 500 €
	Retenue sur attribution de compensation	37 736 €			37 736 €
	<b>Total recettes</b>	<b>90 000 €</b>			<b>90 000 €</b>
	Remboursements par la Métropole	90 000 €			90 000 €
	<b>Solde</b>	- €			- €
METROPOLE	<b>Total dépenses</b>	<b>90 000 €</b>			<b>90 000 €</b>
	Remboursements à la commune TTC	90 000 €			90 000 €
	<b>Total recettes</b>	<b>75 236 €</b>			<b>75 236 €</b>
	Prélèvement sur attribution de compensation	37 736 €			37 736 €
	Fond de concours perçu	37 500 €			37 500 €
	FCTVA	- €		14 764 €	14 764 €
	Subventions	- €			- €
		<b>Solde</b>	- <b>14 764 €</b>	- €	<b>14 764 €</b>